

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG11/M/2*

WT/REG33/M/2*

WT/REG41/M/2*

WT/REG42/M/2*

19 mars 1998

(98-1109)

Comité des accords commerciaux régionaux
Seizième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE D'EUROPE CENTRALE (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, HONGRIE, POLOGNE, ROUMANIE, RÉPUBLIQUE SLOVAQUE ET SLOVÉNIE) ET DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE CONCLUS ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ET LA BULGARIE, ENTRE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE ET LA BULGARIE ET ENTRE LA SLOVÉNIE ET LA BULGARIE

Note sur la réunion du 17 février 1998

Président: M. Jean-Marie Noirfalisse (Belgique)

1. Le Comité des accords commerciaux régionaux, à sa seizième session, a examiné les points D.I-IV de l'ordre du jour, tels qu'ils figurent dans l'aérogamme WTO/AIR/769. Le débat a été organisé de la façon suivante:

A. Examen de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, République slovaque et Slovénie):

- Champ d'application et produits visés;
- Dispositions en matière de commerce;
- Dispositions générales ou autres.

B. Examen des accords de libre-échange conclus entre la République tchèque et la Bulgarie, entre la République slovaque et la Bulgarie et entre la Slovénie et la Bulgarie.

A. Examen de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, République slovaque et Slovénie)

2. Le Président a proposé que le Comité examine d'abord séparément l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC), pour passer ensuite aux trois accords bilatéraux signés par la Bulgarie. Il a rappelé que le Comité avait engagé un débat préliminaire sur l'ALEEC lors de sa quatorzième session en novembre 1997; des comptes rendus analytiques de cette réunion avaient été distribués sous la cote WT/REG11/M/1. À ce moment-là, le Comité avait noté que des renseignements essentiels pour l'examen étaient manquants ou avaient été soumis tardivement. Depuis lors, les Parties à l'ALEEC avaient communiqué plusieurs documents: la notification et le texte de la modification apportée à l'ALEEC (documents WT/REG11/N/1 et WT/REG/11/3); la notification et les textes des accords sur les accessions de la Slovénie et de la Roumanie à l'ALEEC (documents WT/REG11/N/2-3 et WT/REG11/4-5, accompagnés d'un rectificatif anglais au document WT/REG11/5); et le texte de protocoles additionnels de l'ALEEC (document WT/REG11/6). Les Parties avaient aussi soumis des réponses aux questions écrites, récemment distribuées sous la cote WT/REG11/9. La réunion du jour était une nouvelle occasion de procéder à l'examen de l'ALEEC et allait permettre aux Parties de fournir un complément d'information et de répondre aux questions des

délégations. Le Président a attiré l'attention du Comité sur le fait que, le 4 février 1998, le Conseil du commerce des marchandises avait adopté des cadres distincts pour l'examen des accessions de la Roumanie et de la Slovaquie à l'ALEEC. Pour des raisons pratiques évidentes, le Comité était invité à examiner l'ALEEC tel qu'il était alors, c'est-à-dire en tenant compte des deux accessions. Le Président a alors cédé la parole à toute délégation qui souhaitait faire une observation générale à propos de l'ALEEC.

3. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a dit qu'il se réjouissait de l'occasion qui s'offrait de poursuivre l'examen de l'ALEEC et a déclaré que les Parties étaient disposées à répondre aux questions et aux observations du Comité. Si les Parties n'étaient pas en mesure de donner une réponse immédiate, elles répondraient ultérieurement par écrit aux questions écrites soumises par les Membres. Les Parties à l'ALEEC étaient d'avis que l'Accord était conforme à l'article XXIV du GATT de 1994, et l'intervenant espérait que l'examen serait mené rondement.

- Champ d'application et produits visés

4. Le Président a proposé que le Comité utilise le modèle de présentation type de l'ALEEC, soit le document WT/REG11/2, pour orienter le débat. Se référant à la section 1.4, Champ d'application et produits visés, il a attiré l'attention du Comité sur les réponses soumises par les Parties dans le document WT/REG11/9.

5. Le représentant du Japon a remercié les Parties pour le complément d'information, notamment pour les statistiques. La délégation japonaise s'intéressait aux effets de création de courants commerciaux pour les pays tiers depuis l'établissement de l'Accord, ainsi qu'à l'évolution la plus récente.

6. Le représentant du Canada a demandé d'autres éclaircissements à propos de la section 1.4 du document WT/REG11/9, à propos de la portée exacte de l'Accord, sous l'angle du commerce total. Il se demandait si les chiffres représentaient les importations totales ou s'ils se rapportaient aux importations totales visées par l'Accord. La délégation canadienne voulait connaître le commerce total, le commerce total visé par l'Accord et le pourcentage (ou l'estimation approximative) du nombre de lignes tarifaires visées par l'Accord ou exclues de l'Accord. Cette information compléterait les réponses données par les Parties à l'ALEEC.

7. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation était un ardent défenseur des efforts d'intégration déployés en Europe, en particulier dans les pays qui voulaient faciliter et accroître leurs échanges, soutenir leurs économies et améliorer le sort de leurs populations. Simultanément, vu le rôle actif qu'elle jouait au sein du Comité, la délégation des États-Unis considérait avec beaucoup de sérieux la tâche consistant à évaluer les accords pour savoir s'ils sont conformes aux règles de l'OMC. Comme la délégation du Canada, la délégation des États-Unis voulait connaître le pourcentage des échanges et le nombre de lignes tarifaires qui étaient effectivement visés par l'Accord. L'intervenante reconnaissait qu'il pouvait y avoir une divergence de vues sur ce qu'était le champ d'application. L'article XXIV du GATT exigeait l'élimination des droits de douane et autres réglementations commerciales sur l'essentiel des échanges commerciaux. Dans cet accord, il semblait qu'il y avait élimination de certains droits de douane, mais pas tout à fait élimination d'autres droits. L'intervenante pensait que, selon les Parties à l'ALEEC, les produits pour lesquels il n'y avait pas élimination complète des droits de douane mais qui faisaient l'objet d'un traitement meilleur que le traitement NPF étaient englobés dans l'Accord. Ce n'était pas là une position qui pouvait s'accorder avec l'article XXIV du GATT, lequel ne tenait pas compte des taux préférentiels supérieurs à zéro, fussent-ils inférieurs au taux NPF. L'intervenante voulait une indication du volume des échanges qui faisaient l'objet d'une élimination totale des droits, ainsi qu'une indication du nombre de lignes

tarifaires visées par rapport au nombre total, et elle voulait savoir quel pourcentage était soumis à un traitement meilleur que le traitement NPF, sans qu'il s'agisse d'une totale élimination des droits.

8. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu que les Parties à l'ALEEC avaient fourni des statistiques commerciales détaillées sur le pourcentage des échanges entre les Parties, et cela en totale conformité avec la demande présentée par la délégation australienne. D'ailleurs, les Parties avaient fourni des données par chapitre du Système harmonisé (SH), de telle sorte que les Membres du Comité pouvaient, s'ils le voulaient, procéder à leurs propres évaluations. Les Parties étaient convaincues qu'un complément d'information sur le sujet était inutile, étant donné que la communication de telles statistiques ne constituait pas un élément obligatoire du contrôle de la conformité. Les Parties étaient d'avis que l'Accord avait eu un effet de création de courants commerciaux - les chiffres présentés l'attestaient - et il était inutile pour elles d'entrer davantage dans les détails.

9. Le représentant du Canada a rendu hommage aux efforts accomplis par les Parties à l'ALEEC pour fournir l'information, mais a dit que sa demande avait sans doute été mal comprise. Le Comité avait entrepris un examen visant à établir si l'Accord était conforme à l'article XXIV du GATT. Selon l'article XXIV, paragraphe 8, un accord doit porter sur "l'essentiel des échanges commerciaux". Les Parties à l'ALEEC avaient fourni les statistiques du commerce total de chacune des Parties, mais n'avaient pas indiqué si ce commerce était visé par l'Accord et si l'Accord portait sur l'essentiel des échanges commerciaux. C'était là une question générale qui était posée dans tous les examens. Il serait impossible de faire une évaluation sous l'angle de l'article XXIV, paragraphe 8, si les Parties n'indiquaient pas le volume réel des échanges visés par l'Accord, à la fois sous l'angle des produits visés et sous l'angle des lignes tarifaires visées.

10. La représentante des États-Unis a souscrit aux interrogations de la délégation canadienne. Sans des données indiquant le pourcentage des échanges faisant l'objet d'une libéralisation intégrale, et le pourcentage faisant l'objet d'autres préférences, il était impossible de dire précisément si l'Accord conclu par les Parties portait sur l'essentiel des échanges commerciaux, en conformité avec l'article XXIV, paragraphe 8. Comme l'intervenante l'avait déjà mentionné, l'article XXIV ne validait pas les préférences qui ne correspondaient pas à une pleine libéralisation, fussent-elles meilleures que le taux NPF; de telles préférences constituaient des obstacles pour les pays tiers et contrevenaient à l'esprit et à la lettre de l'article XXIV. Comment les Parties à l'ALEEC justifiaient-elles de telles préférences selon l'article XXIV?

11. Le représentant de l'Australie a souscrit aux demandes de la délégation du Canada et de la délégation des États-Unis pour que soient présentées des informations sur les échanges visés par l'Accord et des estimations des lignes tarifaires visées. L'examen de l'Accord dans le cadre de l'article XXIV, paragraphe 8, serait ainsi facilité.

12. Le représentant du Japon avait une demande semblable à celle des autres délégations. Il a demandé des informations sur le pourcentage des échanges à l'égard desquels les droits de douane n'avaient pas été éliminés, tant à ce jour qu'à l'achèvement prévu de la zone de libre-échange.

13. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu que la question de "l'essentiel des échanges commerciaux" faisait partie du débat systémique et devrait être examinée dans ce contexte. Les Parties à l'ALEEC étaient convaincues que l'Accord examiné portait sur "l'essentiel des échanges commerciaux": il suffisait, pour s'en rendre compte, d'examiner l'Accord tout entier et les échéanciers de l'élimination. D'ailleurs, les chiffres fournis attestaient que la libéralisation était avancée. En réponse à la question de la délégation japonaise, l'intervenant a souligné que la nature provisoire de l'Accord ne faisait aucune différence dans le cas présent; il ne s'agissait pas d'une union douanière, mais d'une zone de libre-échange. Il a répété l'avis

des Parties à l'ALEEC selon lequel les statistiques présentées suffisaient à établir la conformité de l'Accord à la règle concernant l'essentiel des échanges commerciaux.

14. Le représentant des Communautés européennes a voulu faire consigner deux points se rapportant à ce que le représentant de la République tchèque avait à juste titre considéré comme partie du débat systémique. D'abord, sa délégation ne partageait pas l'avis selon lequel les taux préférentiels inférieurs au taux NPF et supérieurs à zéro n'étaient pas englobés dans les obligations énoncées à l'article XXIV, paragraphe 8. Deuxièmement, l'argument selon lequel l'établissement, dans le contexte d'une zone de libre-échange, de taux préférentiels supérieurs à zéro mais inférieurs au taux NPF équivalait à ériger des obstacles semblait erroné, notamment parce que l'obligation de ne pas ériger d'obstacles (aspect débattu séparément au sein du Comité) était énoncée dans l'article XXIV, paragraphe 5, alinéa b), et devait être distinguée de l'obligation énoncée à l'article XXIV, paragraphe 8, alinéa b).

15. La représentante des États-Unis a demandé si le représentant de l'ALEEC refusait de fournir des statistiques additionnelles au Comité. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu qu'il s'agissait là d'une question d'interprétation. Les Parties à l'ALEEC avaient fourni des statistiques qui suffisaient à évaluer si l'Accord portait sur l'essentiel des échanges commerciaux. Les Membres devraient garder à l'esprit qu'il s'agissait là d'une question systémique et d'un problème d'interprétation.

16. Le représentant du Japon a dit que la demande de statistiques était distincte du débat systémique. Le Comité n'avait pas encore une définition de l'expression "l'essentiel des échanges commerciaux"; il ne savait pas par exemple si cette expression devait s'entendre d'un certain pourcentage des échanges ou si elle devait être définie d'après le SH ou le volume des échanges. Les statistiques fournies par les Parties ne permettaient pas de dire si les échanges énumérés par chapitre du SH étaient ou non englobés dans l'Accord. Cette information était nécessaire.

17. Le représentant du Canada a fait siennes les observations du représentant du Japon, pour qui il existait une nette différence entre un débat systémique et un examen. L'examen de l'Accord visait à déterminer sa conformité à l'article XXIV. Afin d'illustrer la difficulté que posait l'examen pour les Membres, l'intervenant a noté que le modèle de présentation type fourni par les Parties à l'ALEEC mentionnait que quelques produits agricoles étaient exclus du traitement préférentiel; le texte de l'Accord mentionnait qu'il n'y avait pas libéralisation complète du commerce des produits agricoles et des produits transformés, et des exceptions étaient énumérées dans les protocoles et les annexes. Or, dans les réponses, les Parties avaient déclaré qu'aucune disposition de l'Accord n'excluait *a priori* un quelconque produit. Sans l'information nécessaire sur la portée de l'Accord, il serait très difficile d'évaluer sa conformité à l'article XXIV.

18. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a demandé au Comité de se reporter aux articles 2 et 11 de l'Accord et a soutenu que, si l'on tenait compte du fait que tous les produits industriels étaient visés - ils représentaient entre 85 et 90 pour cent des échanges - et qu'un pourcentage appréciable des produits agricoles était également visé, alors tous les produits faisaient l'objet d'une libéralisation pour environ 90 pour cent ou davantage. Les Parties étaient d'avis que l'information qu'elles avaient fournie était la preuve qu'au moins 90 pour cent des échanges étaient libéralisés.

19. La représentante des États-Unis a répondu que toutes les Parties à l'ALEEC étaient parties à d'autres accords, notamment avec les Communautés européennes et avec les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Elle a rappelé que le modèle de présentation type fourni par les Parties à l'AELE était considéré comme une référence et renfermait des données et statistiques commerciales utiles. Elle s'est demandé pourquoi les Parties à l'ALEEC ne pouvaient produire des données semblables pour l'examen en cours. Se référant à l'observation des Parties à l'ALEEC, pour

qui la question de l'essentiel des échanges commerciaux s'inscrivait dans le débat systémique, elle leur a rappelé que le rôle du Comité était d'examiner l'ALEEC; la pratique suivie au sein du Comité avait toujours été que les Parties à un accord visé par un examen devaient répondre aux questions, afin de permettre aux Membres de se prononcer en connaissance de cause. En l'absence de statistiques additionnelles, la délégation des États-Unis serait contrainte de se prononcer sans connaître tous les faits. Eu égard aux préférences contenues dans l'ALEEC, il lui faudrait conclure que l'Accord n'était pas conforme à la règle selon laquelle il devait porter sur l'essentiel des échanges commerciaux et, de surcroît, que de nouveaux obstacles étaient opposés aux pays tiers. L'intervenante préférerait se prononcer à la faveur de faits additionnels, et elle espérait que les Parties à l'ALEEC reconsidéreraient leur position et fourniraient d'autres statistiques.

20. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a rétorqué que les Parties à l'ALEEC avaient répondu à la question de la délégation australienne portant sur le pourcentage des échanges entre elles qui était représenté par des produits ressortissant aux chapitres 1-24 et 25-97 du SH. Il a ajouté que les Parties avaient répondu de bonne foi à la question portant sur les échanges visés. Si les Membres ne croyaient pas que l'ALEEC était conforme à l'article XXIV, il leur demandait de soumettre des questions détaillées en ce sens, afin de donner aux Parties à l'ALEEC la possibilité d'y répondre.

21. Le Président a noté que cela paraissait une solution raisonnable, qui simplifierait la rédaction des conclusions. Les délégations qui avaient des questions sur cet aspect devaient les soumettre par écrit.

- Dispositions en matière de commerce

22. Le représentant du Japon a demandé si l'Accord était conforme à l'article XXIV, paragraphe 5, alinéa b), qui prévoyait que les Parties ne devaient pas relever les droits de douane et autres réglementations commerciales par rapport à leur niveau antérieur à la formation de l'accord commercial régional. Les Parties pouvaient-elles confirmer qu'elles n'avaient pas majoré les droits de douane à l'égard des pays tiers? Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu qu'aucun droit de douane n'avait été majoré à l'égard des pays tiers.

23. La représentante des États-Unis a dit que l'Accord faisait état de l'élimination de restrictions quantitatives par les Parties et qu'un complément d'information sur le sujet avait été fourni dans la réponse à la question 1.1. Les restrictions quantitatives étaient de façon générale interdites au sein de l'OMC, mais l'intervenante avait noté la présence de telles restrictions pour l'importation de véhicules automobiles en Pologne, et la présence d'autres restrictions du genre pour les vieux papiers et cartons, et elle s'est demandé comment de telles restrictions étaient justifiées et si elles étaient appliquées selon le principe NPF. Une deuxième question se rapportait aux plafonds annuels qui étaient ouverts pour un certain nombre de produits originaires de la Pologne, de la République tchèque, de la République slovaque et de la Roumanie: à quoi ces plafonds étaient-ils appliqués et comment étaient-ils justifiés?

24. Le représentant de la République tchèque a répondu que les restrictions sur les textiles avaient été notifiées en vertu de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements et n'étaient plus en vigueur en République tchèque et en République slovaque. Les restrictions avaient été appliquées selon le principe NPF.

25. Le représentant de la Pologne a dit que son gouvernement était guidé par les principes du GATT et de l'OMC lorsqu'il appliquait des restrictions à l'exportation et à l'importation. Il a confirmé que les restrictions sur les véhicules automobiles, évoquées par la représentante des États-Unis, avaient été appliquées sur une base NPF et avaient été mises en place d'une manière pleinement conforme aux dispositions applicables du GATT et de l'OMC.

26. La représentante des États-Unis a dit que le représentant de la République tchèque avait déclaré que les plafonds annuels se rapportaient aux produits textiles. Les restrictions en question s'appliquaient-elles aussi aux textiles en Pologne et en Roumanie? Le représentant de la Pologne a confirmé que les restrictions avaient été notifiées à l'OMC en vertu des dispositions applicables et qu'elles avaient été abolies à l'égard de tous les Membres de l'OMC. Le représentant de la Roumanie a dit que son pays n'avait pas imposé de restrictions quantitatives pour l'importation de produits textiles. Il a renvoyé le Comité à la réponse à la question 1.1, dans laquelle il était mentionné que la Roumanie n'appliquait pas de restrictions, que ce soit à l'importation ou à l'exportation.

27. Le représentant du Japon a noté que le modèle de présentation type fourni par les Parties à l'ALEEC ne donnait qu'une description en six lignes des règles d'origine. La délégation japonaise voudrait obtenir un complément d'information concernant le caractère restrictif des règles d'origine à l'égard des pays tiers.

28. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu que les Parties étaient d'avis que les règles d'origine n'entraînaient pas de nouvelle entrave à la conquête de marchés par les pays tiers et ne modifiaient pas les instruments visant l'importation de marchandises depuis les pays tiers. L'objet des règles d'origine était uniquement de dire si des produits pouvaient bénéficier d'un traitement préférentiel en vertu de l'Accord. De plus, l'intervenant a informé le Comité qu'une notification conjointe serait faite prochainement à l'OMC, en particulier au Comité, et d'une manière plus détaillée au Comité des règles d'origine, à propos du système de cumul paneuropéen de l'origine. Ce système s'expliquait par le fait qu'il existait en Europe un certain nombre d'accords de libre-échange, et le cadre de ces accords nécessitait des principes ou solutions à dénominateur commun. Ce système avait été en vigueur depuis le début de 1997.

29. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation voulait plus de détails sur le système du cumul diagonal paneuropéen de l'origine, et elle attendait avec intérêt de recevoir cette documentation, tant au sein du Comité des accords commerciaux régionaux qu'au sein du Comité des règles d'origine. Elle avait noté la déclaration faite par les Parties à l'ALEEC, déclaration que la délégation des États-Unis avait aussi faite à d'autres occasions au sein du Comité des accords commerciaux régionaux, selon laquelle les règles d'origine avaient comme seul objet d'accorder l'application de taux préférentiels et ne visaient pas à priver les pays tiers de leurs droits NPF.

30. Le représentant de la Norvège a confirmé la déclaration faite par les Parties à l'ALEEC selon laquelle le système du cumul paneuropéen de l'origine serait notifié prochainement au Comité et, d'une manière détaillée, au Comité des règles d'origine. Il a ajouté que, de l'avis de sa délégation, les autres réglementations commerciales restrictives, au sens de l'article XXIV, paragraphe 8, n'englobaient pas les règles d'origine. Cet aspect faisait partie du débat systémique entrepris par le Comité.

31. La représentante des États-Unis a demandé si les Parties allaient expliquer la disposition de sauvegarde sur l'ajustement des structures et indiquer si cette disposition avait déjà été employée. Le représentant de la Pologne a répondu que son gouvernement avait utilisé cette disposition pour les équipements de télécommunication, mais que la protection avait depuis été levée. Des mesures étaient appliquées aux produits de l'acier et aux combustibles en vertu de la disposition relative à l'ajustement des structures.

32. La représentante des États-Unis s'est informée de la nature des mesures concernant les produits de l'acier et les combustibles. La réponse à la question 4.4 relative à des sauvegardes précises mentionnait que, "dans le choix de telles mesures, priorité sera donnée aux mesures les moins susceptibles de perturber le fonctionnement de l'ALEEC". Quelles étaient les mesures les moins susceptibles de perturber le fonctionnement de l'ALEEC?

33. Le représentant de la Pologne a renvoyé la représentante des États-Unis à l'article 28 de l'ALEEC, qui expliquait la nature des mesures à prendre. Comme il était indiqué dans le texte, "des mesures exceptionnelles d'une durée limitée ... peuvent être prises par l'une quelconque des Parties sous la forme d'un accroissement des droits de douane. Ces mesures ne peuvent viser que les industries naissantes ou certains secteurs qui subissent une restructuration ou connaissent de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés engendrent d'importants problèmes sociaux". Les paragraphes qui suivaient l'article 28 expliquaient les autres paramètres en vertu desquels de telles mesures pouvaient être appliquées. Cet instrument a été introduit dans l'ALEEC, et un instrument identique était prévu dans d'autres accords de libre-échange auxquels la Pologne était partie. Ce devait être un instrument temporaire destiné à neutraliser les problèmes résultant de l'exposition de certaines industries à une concurrence accrue et qui n'avait aucune conséquence pour les pays tiers, puisqu'elle visait uniquement le commerce intra-ALEEC et qu'elle était appliquée à un niveau NPF.

34. La représentante des États-Unis a demandé si cela voulait dire que, lorsque la mesure était invoquée pour un produit qui avait déjà été libéralisé, le produit ferait alors l'objet de droits de douane inférieurs au taux NPF, mais supérieurs à ceux d'une pleine libéralisation. Le représentant de la Pologne a répondu que l'instrument jouait en deçà du niveau NPF. Si la protection était augmentée au-delà du niveau NPF, les Parties observeraient les procédures applicables.

35. En réponse à une question du représentant du Japon, le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a dit que les sauvegardes ne seraient pas appliquées d'une manière plus restrictive contre les pays tiers.

36. La représentante des États-Unis a demandé si les Parties pouvaient confirmer que les mesures destinées à préserver l'équilibre de la balance des paiements et appliquées par l'une des Parties à l'ALEEC étaient appliquées à toutes les Parties à l'ALEEC. Le représentant de la République slovaque a répondu que les sauvegardes de cette nature qui étaient appliquées par son pays étaient rigoureusement conformes à l'article XII du GATT de 1994 et étaient appliquées selon le principe NPF. Le représentant de la Bulgarie a dit que son pays s'était doté d'une mesure de ce genre, qui était appliquée selon le principe NPF à toutes les Parties à l'ALEEC.

37. Le représentant du Japon a demandé si les droits antidumping appliqués contre un pays tiers par une Partie à l'Accord seraient appliqués automatiquement par les autres Parties à l'Accord. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu que les Parties respectaient les vues des autres, mais qu'il s'agissait là d'un point relevant du débat en cours sur les questions systémiques.

38. La représentante des États-Unis a dit que, selon le paragraphe relatif aux subventions et aux aides publiques, dans le modèle de présentation type, les dispositions de l'article 23 ne s'appliquaient pas aux produits agricoles. Elle se demandait si des dispositions similaires s'appliquaient aux produits agricoles et, dans la négative, pourquoi l'agriculture avait-elle été exclue? Réagissant à la réponse du représentant de la République tchèque, qui s'était exprimé au nom des Parties à l'ALEEC, réponse selon laquelle les produits agricoles n'étaient pas exclus, la représentante des États-Unis a répété que, selon l'information figurant dans le modèle de présentation type, les dispositions ne s'appliquaient pas aux produits agricoles, et elle a demandé des éclaircissements. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu que, selon l'article 23.2, les dispositions relatives aux subventions et aux aides publiques ne s'appliquaient pas aux produits agricoles. Mais l'ALEEC avait été signé avant la conclusion du Cycle d'Uruguay et, à certains égards, il reflétait la situation qui avait alors cours. Il a pu en résulter une incertitude à propos de cet article en particulier. L'article 23 prévoyait aussi que, si une Partie estimait qu'une pratique en particulier, notamment dans le domaine de l'agriculture, était incompatible avec les termes de l'Accord, elle pouvait prendre les mesures qui s'imposaient. L'agriculture était donc mentionnée en termes généraux.

39. La représentante des États-Unis a demandé des éclaircissements sur le statut de l'accession de la Bulgarie à l'ALEEC. Le représentant de la Bulgarie a répondu que les négociations d'accession étaient bien avancées, mais pas encore terminées.

- Dispositions générales ou autres

40. La représentante des États-Unis a dit qu'elle avait plusieurs questions à propos d'autres dispositions. À propos de l'article 20, Monopoles d'État de nature commerciale, de quels monopoles s'agissait-il? À propos de l'article 24, qui concernait les marchés publics, l'Accord mentionnait que la libéralisation des marchés publics était un objectif: les Parties avaient-elles l'intention d'adhérer à l'Accord sur les marchés publics? L'article 25 mentionnait une période transitoire de cinq ans pour l'amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle: cela signifiait-il conformité aux règles de l'OMC, ou était-ce quelque chose qui allait au-delà? La clause d'évolution de l'article 33 énonçait la base du renforcement et de la reconduction de l'Accord: étant donné que les Parties à l'ALEEC avaient déclaré que l'Accord englobait presque tout, l'intention était-elle de libéraliser les préférences existantes et y avait-il un échéancier de libéralisation?

41. Le représentant de la Norvège a demandé des éclaircissements sur l'article 11, qui se rapportait aux produits agricoles visés: les dispositions générales du chapitre III s'appliquaient-elles à la fois aux produits industriels et aux produits agricoles? Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a répondu par l'affirmative.

42. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a ajouté que toutes les mesures prises au regard de l'article 20 étaient et seraient conformes au GATT. Il a affirmé que les procédures de passation des marchés publics appliquées par toutes les Parties à l'ALEEC étaient conformes au GATT. La République tchèque entendait, à long terme, devenir signataire de l'Accord sur les marchés publics, mais l'intervenant ne jugeait pas nécessaire d'en dire davantage ici. Sur la question de la conformité des règles de la propriété intellectuelle aux règles de l'OMC, il a répondu que les Parties avaient adhéré aux normes du GATT et de l'OMC. Quant à l'article 33, la clause d'évolution, l'intention était de libéraliser davantage le commerce des produits agricoles pour arriver à un libre-échange intégral.

43. Le représentant du Canada avait une question complémentaire sur les monopoles d'État. L'article 20 mentionnait que, le 1^{er} juillet 1999, il n'y aurait aucune discrimination dans les conditions en vertu desquelles des marchandises étaient achetées et commercialisées entre ressortissants des Parties. Cela signifiait-il que la discrimination serait encore permise avec les ressortissants de pays tiers? Le représentant de la République tchèque a répondu qu'il n'existait aucune discrimination de cette nature.

44. Le Président a dit que le Comité avait eu une bonne discussion. Il a noté qu'il restait plusieurs questions non réglées que les Membres s'étaient engagés à communiquer par écrit, et qui portaient en particulier sur le champ d'application de l'Accord et sur les statistiques. Il a demandé si les Membres étaient d'avis que la partie factuelle de l'examen avait été achevée ou si le Comité devrait organiser une autre séance d'examen.

45. La représentante des États-Unis a dit que, puisque sa délégation voulait encore une quantité appréciable d'informations statistiques, qu'elle-même jugeait essentielles pour l'évaluation de l'Accord, et avait besoin d'un délai supplémentaire pour une étude approfondie des statistiques commerciales fournies par les Parties, elle estimait qu'il était prématuré de mettre fin à la partie factuelle de l'examen ou de commencer la rédaction du rapport. Sa délégation fournirait une liste de questions écrites, analyserait les statistiques qu'allaient soumettre les Parties, puis réexaminerait la question. Elle voulait soulever ici un point général, qui ne concernait pas cet accord en particulier, mais le mécanisme d'examen en général; elle avait noté que les Parties visées par un examen

éludaient souvent des questions en affirmant qu'elles s'inscrivaient dans le débat sur les questions systémiques, mais simultanément les Membres avaient peur de voir leur accord visé en particulier dans le débat systémique. Elle a reconnu qu'il était nécessaire de discuter de points sur un plan générique dans le débat systémique et de ne pas singulariser tel ou tel accord, mais, durant l'examen juridique d'un accord en particulier, il n'était pas acceptable d'éluder des aspects qui par nature pouvaient être considérés comme des aspects systémiques. La délégation des États-Unis continuerait de poser des questions qui pouvaient ou non être de nature systémique, et elle espérait que les Parties visées par un examen y répondraient.

46. Le représentant du Japon a ajouté que, avant de rédiger les conclusions, le Comité devrait d'abord se donner l'occasion de revoir l'information demandée au cours de la réunion du jour. Il a réitéré le souhait de sa délégation d'être informée à propos des effets de l'Accord sur les pays tiers au chapitre de la création de courants commerciaux. La délégation japonaise était d'avis que les questions systémiques pouvaient être débattues durant les examens.

47. La représentante des États-Unis a ajouté qu'il serait également utile d'obtenir l'information sur les règles d'origine. Elle s'efforcerait de soumettre rapidement les questions écrites de sa délégation. Le travail du Comité était plus efficace si les Membres recevaient la documentation avant la tenue des réunions.

48. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a dit qu'elles étaient encore d'avis qu'une information suffisante avait été fournie, qui prouvait que l'Accord était conforme à la règle de "l'essentiel des échanges commerciaux". Au moins 90 pour cent des échanges entre les Parties avaient été libéralisés. Si les Membres avaient des observations particulières à faire sur ce point, l'intervenant leur demandait de les soumettre aussitôt que possible, avec toute question additionnelle. Il a ajouté que, même s'il reconnaissait que les questions systémiques étaient dans une grande mesure interdépendantes, elles devraient être débattues en dehors des examens. Il a exprimé l'espoir des Parties à l'ALEEC que l'Accord serait examiné de nouveau dans un avenir proche. Finalement, il a exprimé sa gratitude au Comité pour l'attitude constructive adoptée par les Membres.

49. Le Président a noté que les Parties à l'ALEEC répondraient aux questions écrites et a demandé aux Membres de soumettre leurs questions promptement, au cours de la semaine suivante, afin de donner aux Parties le temps de répondre bien avant la tenue de la réunion suivante du Comité, au début de mai. Il y avait en particulier des questions sur le champ d'application de l'Accord, sur les règles d'origine et sur les effets de création de courants commerciaux. L'Accord serait examiné de nouveau à la prochaine réunion du Comité, en mai, et, après cela, le Président demanderait au Secrétariat de rédiger les conclusions.

50. Le représentant de la République tchèque, s'exprimant au nom des Parties à l'ALEEC, a demandé que les Membres soumettent leurs questions avant l'échéance établie. Les Membres conserveraient naturellement le droit de poser d'autres questions après cette date, si cela était nécessaire. Il a répété que les Parties à l'ALEEC étaient convaincues que l'Accord était conforme à l'article XXIV.

51. La représentante des États-Unis a consenti à l'échéance fixée, pour autant que les réponses soient distribuées trois semaines avant la réunion de mai.

B. Examen des Accords de libre-échange conclus entre la République tchèque et la Bulgarie, entre la République slovaque et la Bulgarie et entre la Slovaquie et la Bulgarie

52. Le Président a ensuite dirigé l'attention du Comité sur l'examen des Accords de libre-échange conclus entre la Bulgarie et la Slovaquie, entre la Bulgarie et la République tchèque et entre la Bulgarie

et la République slovaque, et il a rappelé que le Comité avait fait un examen préliminaire de ces accords lors de sa quatorzième session en novembre 1997. Des comptes rendus analytiques avaient été distribués sous les cotes WT/REG33/M/1, WT/REG41/M/1 et WT/REG42/M/1 respectivement. Des questions et réponses concernant l'Accord Bulgarie-Slovénie avaient été distribuées sous la cote WT/REG33/4, et des questions et réponses concernant l'Accord Bulgarie-République tchèque et l'Accord Bulgarie-République slovaque sous la cote WT/REG41/4. Conformément à la pratique antérieure, il a proposé que le Comité procède à l'examen simultané des trois accords, puisqu'ils étaient similaires. Cette manière de faire n'aurait aucun effet sur l'examen en tant que tel, puisque chaque Accord serait jugé sur son propre bien-fondé et qu'un rapport renfermant des conclusions serait préparé pour chacun d'eux. Le Président a renvoyé le Comité aux modèles de présentation type soumis par les Parties, soit les documents WT/REG33/2, WT/REG41/2 et WT/REG42/3, lesquels seraient utilisés pour orienter le débat. Il a demandé aux délégations d'indiquer si leur intervention se rapportait à un accord en particulier ou aux trois accords, et il a cédé la parole aux délégations qui souhaitaient faire des observations générales sur les trois accords.

53. Le représentant de la Bulgarie a donné son appui à la procédure proposée. Vu que les trois accords étaient presque identiques entre eux et à l'ALEEC, cette procédure rendrait plus facile la tâche de la Bulgarie, de la Slovénie, de la République tchèque et de la République slovaque. Les membres avaient posé des questions qui étaient pour l'essentiel semblables à celles qu'ils avaient posées à propos de l'ALEEC, et l'on ne devrait pas s'étonner que les réponses des Parties soient presque identiques à celles des Parties à l'ALEEC. Une bonne part de ce qui avait été dit jusqu'alors au cours de la réunion de la journée valait également pour les trois accords bilatéraux de la Bulgarie.

54. La représentante des États-Unis a demandé si la Slovénie avait ratifié son accord avec la Bulgarie et si des changements notables avaient été apportés à l'Accord depuis son entrée en vigueur provisoire le 1^{er} janvier 1997. Les Parties avaient mentionné que les échanges entre elles avaient augmenté notablement avec l'Accord, mais l'intervenante se demandait dans quelle mesure les échanges avec les pays tiers avaient augmenté. La croissance du commerce entre les Parties pouvait-elle être la preuve d'une réorientation des courants d'échanges? Elle a ajouté que sa délégation voudrait obtenir des Parties des statistiques commerciales additionnelles.

55. Le représentant de la Slovénie a répondu que la Slovénie n'avait pas encore ratifié son accord avec la Bulgarie, mais que la ratification était en bonne voie. Aucun changement n'avait été apporté à l'Accord depuis son entrée en vigueur provisoire. Il a ajouté que l'étendue des échanges de son pays avec la Bulgarie était illustrée par les statistiques fournies. Pour l'instant, les échanges étaient négligeables, mais l'on espérait qu'ils augmenteraient à la faveur de l'Accord. Il n'y avait pour le moment aucun effet sur le commerce avec les autres partenaires.

56. Le représentant du Japon a demandé si le commerce avec les pays tiers avait augmenté depuis la formation des trois zones de libre-échange. Le représentant de la Slovénie a répondu que, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, le commerce avec les pays tiers avait augmenté notablement. Le représentant de la République tchèque a répondu que le commerce avec les pays tiers avait augmenté. Le représentant de la République slovaque a confirmé que le commerce avec les pays tiers avait augmenté beaucoup plus rapidement que le commerce avec la Bulgarie, commerce qui, en valeur absolue, était pour l'heure à un niveau symbolique. Le représentant de la Bulgarie a dit que les statistiques fournies par sa délégation montraient une croissance des échanges avec les pays tiers pour certaines années, puis une baisse, laquelle ne pouvait en aucun cas être attribuée à ces accords. D'autres facteurs expliquaient cette évolution. Les accords n'avaient pas eu un effet négatif sur le commerce de la Bulgarie avec les pays tiers.

57. Le représentant du Canada a dit que sa délégation avait essentiellement la même question que celle qu'elle avait posée aux Parties à l'ALEEC. Il avait noté qu'il existait certaines différences dans la description du paragraphe 3, Champ d'application et produits visés, dans les modèles de présentation

type soumis par les Parties. L'Accord Slované-Bulgarie énumérait certaines exceptions, mais les accords entre les Républiques tchèque et slovaque et la Bulgarie n'en mentionnaient aucune. Les Parties avaient indiqué que les accords suivaient la même structure que l'ALEEC, et l'intervenant voulait en savoir davantage sur la nature du champ d'application. Certaines statistiques sur le champ d'application figuraient dans le modèle de présentation type soumis par la Slované et la Bulgarie, mais non dans les modèles soumis pour les deux autres accords. L'intervenant a demandé une information sur le pourcentage des échanges qui était visé par les accords et sur le pourcentage des échanges auquel s'appliquaient des préférences, mais non une élimination intégrale des droits de douane, et une estimation du nombre des lignes tarifaires visées, par chapitre du SH.

58. La représentante des États-Unis a fait sienne la demande de la délégation du Canada. Sa délégation a aussi demandé des renseignements sur la relation entre accords bilatéraux de la Bulgarie et l'union douanière des Républiques tchèque et slovaque. Le représentant de la Bulgarie a répondu que les accords étaient distincts, mais identiques. Le représentant de la République tchèque a confirmé que les accords étaient identiques; c'était la raison pour laquelle les Parties avaient présenté les questions et réponses dans un document unique.

59. La représentante des États-Unis a dit qu'elle avait, à propos de ces trois accords, plusieurs questions qui étaient semblables à celles qu'elle avait posées pour l'ALEEC. Était-il possible de faire autrement que répéter ces questions, et de quelle façon convenait-il de s'y prendre sur le plan de la procédure? Le compte rendu factuel de l'examen était important, et les questions devaient y être reflétées.

60. Le Président a répondu que le compte rendu factuel de l'examen ferait état de l'intervention de la représentante des États-Unis. Il a demandé aux délégations de suivre pour les questions les mêmes procédures écrites que celles qui avaient été appliquées à l'ALEEC.

61. La représentante des États-Unis a demandé si cela signifiait que les points soulevés durant l'examen de l'ALEEC seraient repris dans le compte rendu de la présente réunion.

62. Le représentant du Secrétariat a expliqué que la déclaration de la représentante des États-Unis serait reflétée dans le compte rendu de la réunion, de telle façon que les questions qu'elle avait posées durant l'examen de l'ALEEC seraient considérées, sous réserve des changements nécessaires, comme applicables au cas des trois accords bilatéraux de la Bulgarie. Les questions écrites additionnelles, ainsi que les réponses, feraient partie de l'ensemble des documents de l'examen. La représentante des États-Unis a ajouté, pour mémoire, que toutes les questions qu'elle avait posées durant l'examen du jour portant sur l'ALEEC s'appliquaient également aux trois accords bilatéraux de la Bulgarie. Le représentant de la Bulgarie a dit que, si la démarche que venait de préconiser la représentante des États-Unis était adoptée, la délégation bulgare voudrait déclarer que ses réponses seraient pour l'essentiel les mêmes que celles qui avaient été données par les Parties à l'ALEEC durant l'examen de l'ALEEC.

63. Le représentant du Japon a dit que les questions écrites, bien que figurant dans les comptes rendus analytiques, n'étaient pas toujours reflétées dans les conclusions. Il a demandé que les Membres du Comité étudient les moyens de mieux refléter les questions dans les conclusions. La délégation japonaise était d'avis que les questions écrites et les réponses devaient clairement apparaître, non seulement dans les conclusions, mais également dans la partie descriptive du rapport. Le représentant de la République tchèque a dit que sa délégation était d'avis que les questions et réponses constituaient un document officiel de l'OMC et qu'une nouvelle approche n'était pas nécessaire. Le Président a noté que le rapport d'examen renfermerait le renvoi requis aux questions et réponses.

64. Le représentant de la Norvège a demandé des éclaircissements sur un point: le Comité venait de procéder à l'examen de l'ALEEC et s'appliquait maintenant à examiner trois accords distincts, qui renfermaient pour l'essentiel les mêmes dispositions que l'ALEEC et qui étaient entrés en vigueur à titre provisoire après l'ALEEC. La Bulgarie entendait-elle ultérieurement remplacer ces trois accords par une accession à l'ALEEC, ou avait-elle l'intention d'élargir le champ des zones de libre-échange aux trois autres Parties à l'ALEEC? En d'autres termes, la Bulgarie envisageait-elle d'accéder à l'ALEEC? Le représentant de la Bulgarie a répondu que des négociations étaient en cours et que les trois accords bilatéraux seraient remplacés par l'ALEEC après l'accession de la Bulgarie à l'ALEEC.

65. La représentante des États-Unis a dit que les Parties avaient déclaré que ces accords étaient "pour l'essentiel" les mêmes, mais l'expression "pour l'essentiel" signifiait en général "pas exactement", et elle a demandé aux Parties de résumer les principales différences. Envisageait-on d'importants changements pour l'accession de la Bulgarie à l'ALEEC? Le représentant de la Bulgarie a répondu que, à sa connaissance, il n'y avait pas de différences importantes entre les trois accords examinés et l'ALEEC lui-même. Ils étaient pratiquement identiques; les seules différences se trouvaient dans les annexes sur les produits visés. De plus, la délégation bulgare n'avait connaissance d'aucune modification importante envisagée en conséquence de l'accession de la Bulgarie à l'ALEEC.

66. Le Président a demandé au Secrétariat d'établir le compte rendu de la réunion du jour et a confirmé les échéances pour les questions écrites et les réponses. Il espérait que l'examen de ces accords pourrait être achevé à la réunion suivante du Comité.

67. Le Comité a pris note des observations.
